

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec de nombreux tableaux, et se termine avec une brève digression sur la richesse nationale et le revenu national du Canada, bases de toutes les finances publiques.

Depuis quelques années, la question financière s'est imposée avec plus de force à l'attention du public, les lourdes taxes qui lui sont imposées pour satisfaire aux besoins croissants de l'administration nationale, régionale et locale, ne lui permettant plus d'y rester indifférent. Lorsque l'on considère le grossissement de nos budgets, on ne doit pas perdre de vue deux faits essentiels, à savoir: (1) que la population de notre pays s'accroît d'une manière assez rapide—22 p.c. entre 1911 et 1921—et (2) qu'une somme de \$1.50 en 1929 ne vaut guère plus que ne valait \$1 en 1913. Comme la plupart des Canadiens sont des producteurs, ce dernier phénomène produit l'inflation des revenus des contribuables, augmentant ainsi leur capacité de taxation. De plus, il y a expansion évidente dans les activités gouvernementales.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est due évidemment à la guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions, du rétablissement des soldats, etc. Les finances provinciales et municipales ont été soumises aux mêmes influences. Ainsi, dans leur année fiscale terminée en 1928, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élèvent à \$165,538,910, comparativement à \$53,826,219 en 1916, seulement douze années plus tôt, une augmentation de pas moins de 207.5 p.c. (Le service de la dette des gouvernements provinciaux a monté de \$7,817,844 en 1916 à \$39,427,633 en 1928.) De même, entre 1913 et 1928, les taxes municipales en Ontario ont augmenté de \$34,231,214 à \$110,811,025, une augmentation de 223.7 p.c. Les recettes des municipalités de la province de Québec, autres que celles de comté, ont augmenté de \$20,319,277 en 1914, à \$57,504,035 en 1928, une augmentation de 183 p.c. Au Manitoba, les taxes municipales ont avancé de \$9,922,537 en 1912 à \$17,907,723 en 1928, une augmentation de 80.5 p.c. En Saskatchewan, le grand total des impôts municipaux était de \$7,811,328 en 1914 et de \$27,944,725 en 1928. En Alberta, les budgets municipaux s'élevaient à \$9,791,846 en 1914 et à \$11,922,319 en 1928. En Colombie Britannique, les taxes municipales formaient une somme de \$8,698,820 en 1914 et de \$15,928,562 en 1928. Et dans l'extrême Est, les recettes des municipalités de la Nouvelle-Écosse étaient de \$6,345,971 en 1928 comparativement à \$3,254,094 en 1919, une augmentation de 95 p.c. en neuf ans. Les sept provinces entrant dans ces statistiques se partageaient en 1921 environ 94 p.c. de la population du Canada.